



Cette action est financée par l'Union européenne

Annexe

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement (FED)

| | | | | |
|--|--|-------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|
| 1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS | Programme d'appui à la transition au Burkina Faso (PATBF) – Contrat relatif à la construction de l'appareil de l'Etat Numéro CRIS : 2015 / 037-936 financé par le Fonds européen de développement | | | |
| 2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation | Burkina Faso L'action sera menée à l'endroit suivant : Ouagadougou, Burkina Faso | | | |
| 3. Document de programmation | Programme indicatif national 2014-2020 | | | |
| 4. Secteur de concentration/domaine thématique | Gouvernance | | | |
| 5. Montants concernés | Coût total estimé: 120 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 120 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire | | | |
| 6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre | Appui budgétaire Gestion directe – appui budgétaire: contrat relatif à la construction de l'appareil de l'Etat | | | |
| 7. Code(s) CAD | 51010 – Appui budgétaire général | | | |
| 8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD) | Objectif stratégique général | Non ciblé | Objectif important | Objectif principal |
| | Développement de la participation/bonne gouvernance | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | Aide à l'environnement | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Égalité entre hommes et femmes (y compris le | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

| | | | | |
|--|---|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | rôle des femmes dans le développement) | | | |
| | Développement du commerce | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Marqueurs de Rio | Non ciblé | Objectif important | Objectif principal |
| | Diversité biologique | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Lutte contre la désertification | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Atténuation du changement climatique | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Adaptation au changement climatique | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9. Programmes phares thématiques « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent » | S.O. | | | |

RÉSUMÉ

Le présent programme, Programme d'appui à la transition au Burkina Faso (PATBF), visant à appuyer le processus de transition politique au Burkina Faso, constitue un instrument d'appui approprié dans le contexte actuel de fragilité politique. L'insurrection populaire qu'a connue le pays fin octobre 2014 a eu un impact important sur la situation économique, déjà affectée par des chocs externes. La baisse des recettes a eu pour conséquence une réduction importante de l'espace budgétaire du gouvernement, et s'est traduite par une diminution des dépenses, notamment dans les secteurs sociaux, dans un contexte de revendications sociales exacerbées. Au même moment, les autorités de transition doivent organiser des élections présidentielles, législatives et municipales transparentes et démocratiques.

Le PATBF permettra d'appuyer la consolidation de l'état de droit et de la gouvernance et d'augmenter l'espace budgétaire du gouvernement en 2015 et 2016. Il permettra d'accompagner le processus de transition et de renforcer le dialogue avec le gouvernement sur la politique nationale de développement, le cadre macroéconomique et les finances publiques. Cinq domaines prioritaires de dialogue sont définis : la bonne conduite du processus électoral, le contrôle externe, la lutte contre la corruption, l'indépendance de la justice et la transparence dans la gestion des biens publics.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte national

Fin octobre 2014, une insurrection populaire visant à empêcher la modification de la Constitution par le président Blaise Compaoré a abouti à la dissolution du gouvernement et de l'assemblée nationale, ainsi qu'à la démission du président du Faso. Dans un court délai de deux semaines, l'armée a remis le pouvoir à un gouvernement de transition qui assumera ses fonctions durant un an, jusqu'à l'élection d'un président et d'une nouvelle assemblée nationale. Le premier tour des prochaines présidentielles et législatives est ainsi fixé au 11 octobre 2015. Les élections municipales sont, quant à elles, programmées pour le 31 janvier 2016¹. Les modalités de mise en place et d'exercice du pouvoir par la transition sont définies par une « Charte de la Transition » se superposant à la constitution de 1991.

Si l'insurrection populaire d'octobre 2014 et la mise en place d'une transition politique n'ont pas déstabilisé substantiellement l'administration burkinabè qui continue de fonctionner normalement, le gouvernement de transition fait néanmoins face à plusieurs défis avec des attentes énormes de la part des populations. Son objectif principal est de préparer les futures élections tout en consolidant les acquis sociaux et ambitionne également de lancer un nombre limité de réformes dans le domaine de la lutte contre la corruption, de la justice, de la transparence et du contrôle des biens publics.

Avec une population estimée à 17,8 millions d'habitants en 2014, le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres du monde avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant par an de 720 dollars USD (2013). Le pays est classé 181^e sur 187 en termes d'indice de développement humain (2014). Enclavé, sahélien et avec une population majoritairement rurale, le pays fait face à de nombreux défis qui limitent son développement.

Malgré les bonnes performances économiques de ces dernières années (7% en moyenne sur 2010-2013), le taux de pauvreté demeure élevé. La faible efficacité des dépenses publiques et le taux de croissance démographique élevé explique en partie ce paradoxe burkinabè. Les problèmes de sécurité alimentaire sont récurrents et la malnutrition reste très importante : environ 30% de la population est confrontée à une insécurité alimentaire chronique.

Le secteur minier aurifère s'est développé à partir de 2009 (production industrielle de 36 tonnes d'or en 2014). S'il a un impact significatif en termes de recettes fiscales, sa répercussion sur l'emploi reste limitée. Les exportations sont basées essentiellement sur deux produits non transformés que sont l'or et le coton, ce qui expose le pays aux risques de fluctuations des cours internationaux, tels que ces derniers le connaissent actuellement. Le Burkina Faso est également vulnérable aux fluctuations des taux de change et du prix du pétrole qui représente plus du tiers des importations.

La mise en place d'un programme d'appui à la transition se justifie non seulement par un contexte de transition politique qui a introduit une situation de fragilité, mais aussi par le fait que le pays se trouve confronté à une série de chocs (chutes de cours des matières premières, épidémie de maladie à virus Ebola dans la région, baisse des investissements et des recettes) et à des attentes sociales importantes.

¹ Les conseils municipaux et régionaux ont été dissouts par décret en novembre 2014 et remplacés par des délégations spéciales.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

En marge des politiques nationales de développement, les grandes orientations politiques de la transition sont traduites dans la charte de la transition signée le 14 novembre 2014. Bâtie autour de quatre axes, sa mise en œuvre doit permettre de poser les fondations d'une société plus juste, démocratique et prospère : i) le renforcement de la sécurité intérieure et de la défense nationale, ii) la réforme de la justice, iii) la consolidation des acquis sociaux, et iv) l'organisation d'élections libres, transparentes et démocratiques.

C'est d'un commun accord que les différentes parties prenantes burkinabè ont fixé les dates du 11 octobre 2015 et du 31 janvier 2016 pour le déroulement respectif des élections couplées présidentielles/législatives et des élections municipales, et adopté les dispositions pour la création et l'opérationnalisation de la commission de réconciliation et des réformes. Depuis le début de la transition, des mesures ont également été prises pour l'organisation des états généraux de la justice, qui se sont tenus du 24 au 28 mars et se sont conclus avec l'adoption d'un « Pacte pour le renouveau de la justice burkinabè » et pour l'assainissement de la gouvernance économique (réduction du train de vie de l'Etat, audits des départements ministériels et sociétés d'Etat et adoption de la loi anti-corruption).

Pour le suivi de la mise en œuvre de la transition et de la charte, un groupe international de suivi et d'accompagnement de la transition au Burkina Faso (GISAT-BF) a été constitué par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en vue de permettre à la communauté internationale de soutenir la transition de manière concertée. Le GISAT-BF, lors de sa dernière rencontre le 30 mars 2015, a relevé avec satisfaction les avancées notables dans la mise en œuvre de la charte et du déroulement de la transition, au titre l'opérationnalisation de la Commission de la réconciliation nationale et des réformes ainsi que la mise en place du financement du processus électoral.

La lutte contre la pauvreté est l'axe central de la politique de développement du Burkina Faso. Cela s'est traduit en 2000 par l'élaboration d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) qui a constitué la référence pour le pays et ses partenaires techniques et financiers (PTF) de 2000 à 2010. A partir de 2011, les nouvelles orientations stratégiques découlant de la vision de développement à long terme ont été déclinées et consignées dans la stratégie de croissance accélérée et développement durable 2011-2015 (SCADD). Celle-ci intègre l'ensemble des cadres d'orientation du développement, qu'ils soient à long, moyen et court termes, globaux ou locaux, sectoriels ou thématiques. Quatre axes stratégiques ont été retenus en vue de relever le défi de l'accélération de la croissance et du développement durable : i) le développement des piliers de la croissance accélérée, ii) la consolidation du capital humain et la promotion de la protection sociale, iii) le renforcement de la gouvernance, iv) la prise en compte des priorités transversales dans les politiques et programmes de développement.

Au regard de sa nature inclusive et consensuelle, la SCADD a été maintenue comme document de référence par le gouvernement de transition. L'engagement a été pris de maintenir, de poursuivre et d'entreprendre toutes les actions prévues par le dispositif de suivi-évaluation de la SCADD. Ainsi, les revues sectorielles ont été tenues en février 2015 et les revues technique et politique de la SCADD seront conclues en avril 2015. Le premier cycle de la SCADD arrivant à échéance en 2015, le gouvernement de transition s'est également engagé à poursuivre les travaux de préparation du deuxième cycle de la SCADD. L'ensemble des acteurs du développement (gouvernement, collectivités territoriales, société civile, secteur privé, partenaires techniques et financiers) ont encouragé cette démarche anticipative initiée pour la formulation du deuxième cycle de la SCADD qui devrait permettre d'organiser des

concertations larges et inclusives, de réaliser des travaux techniques de qualité et d'éviter une rupture qui serait préjudiciable en termes de développement économique et social du Burkina Faso. Ce processus permettra au prochain gouvernement élu de disposer d'un projet technique, qu'il pourra affiner en fonction de ses orientations politiques et stratégiques.

L'analyse de la SCADD dans le cadre de l'exercice de programmation du 11^e FED avait conclu à un cadre adapté pour la programmation des actions de l'UE. Les secteurs focaux retenus dans le programme indicatif national du 11^e FED ont un aspect significatif sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de la population: la gouvernance, la santé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau.

L'engagement du gouvernement de mener à bien le processus de transition dans le respect de la charte de la transition est démontré. La pertinence et la crédibilité de la politique publique ne sont pas remises en cause pendant la transition politique que connaît le pays. Il est estimé que ce critère d'éligibilité est respecté.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du programme sont : la présidence du Faso, le premier ministre, le ministère de l'économie et des finances en tant qu'ordonnateur national du budget et ordonnateur national du FED, le ministère de la justice et des droits humains, le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité, l'autorité supérieure de contrôle d'Etat, la Cour des comptes, le conseil supérieur de la magistrature, le conseil national de transition et la commission nationale électorale Indépendante.

Au sein des services de l'ordonnateur national, les principaux interlocuteurs sont la direction générale de la coopération et la direction générale du trésor et de la comptabilité publique.

La troïka, en tant que représentante du mécanisme de coordination de l'aide des partenaires techniques et financiers au Burkina Faso, pourra également jouer un rôle en tant qu'interlocuteur privilégié des autorités.

Dans le domaine de la gouvernance, notamment dans les finances publiques et les élections, des organisations de la société civile (OSC) participeront au dialogue et à l'observation des élections.

La communauté internationale sera aussi partie prenante à travers le groupe international de suivi et d'accompagnement de la transition au Burkina Faso (GISAT-BF) présidé conjointement par l'Union africaine, les Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Suite à l'insurrection populaire d'octobre 2014, le Burkina Faso se trouve dans une situation de fragilité politique. Le pays dispose, pour une période limitée, d'institutions de transition (exécutive et législative) avec des mandats encadrés par la charte de la transition.

En plus de la fragilité politique, la principale difficulté à laquelle le gouvernement de transition fait face est une diminution importante des recettes internes dans la loi de finances initiale 2015 en raison de plusieurs chocs internes (situation socio-politique) et externes (cours des matières premières, taux de change et maladie à virus Ebola). Cette diminution des recettes propres se conjugue aussi à un moindre engagement des partenaires techniques et

financiers en termes d'appuis budgétaires dans la loi de finances 2015, dû principalement aux cycles de programmation des partenaires. Cependant, les récentes annonces pour accompagner la transition pourraient donner une meilleure situation par rapport à 2014².

Si l'insurrection populaire a été cristallisée par les volontés de changement constitutionnel, les revendications sociales contre la vie chère et la mauvaise gouvernance se sont renforcées ces dernières années. Le gouvernement de transition actuel fait toujours face à ces revendications portées par une très grande attente des citoyens, notamment en termes de gouvernance et de services sociaux.

C'est dans ce contexte de moindres ressources que le gouvernement a dû mettre en œuvre un ajustement majeur des dépenses d'investissement dans la loi de finances initiale (baisse d'environ 3% du PIB). Le gouvernement a toutefois déjà inscrit une provision 25 milliards FCFA dans le budget 2015 pour l'organisation des élections, dont le coût est estimé à 54 milliards FCFA.

Il est donc important de donner au gouvernement les moyens d'organiser les élections pour mettre fin à la transition et de répondre, dans une certaine mesure, aux attentes sociales de la population malgré un espace budgétaire limité.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Dans le cadre de la programmation du 11^e FED, une analyse approfondie de la situation du Burkina Faso au regard des valeurs fondamentales (respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, d'État de droit ainsi que des droits de l'homme) a été effectuée en octobre 2013 par la délégation de l'Union européenne. Cette analyse résulte d'un exercice conjoint avec le gouvernement et les Etats membres. Il ressort de cette analyse qu'il n'y a pas eu de violations notables de ces valeurs fondamentales ni des engagements du Burkina Faso. Le pays est signataire des principales conventions internationales, et la Constitution et les lois nationales offrent un cadre légal approprié pour le respect de celles-ci. Cependant, il est important de noter que l'opérationnalisation des engagements du gouvernement se heurte parfois à un manque de ressources financières et humaines.

La période de transition politique que connaît le pays ne remet pas en cause cette analyse. Bien au contraire, les engagements du gouvernement de transition dans le domaine de la justice notamment et la perspective d'élections démocratiques et transparentes fin 2015 renforcent les engagements du Burkina Faso en matière de valeurs fondamentales. La volonté affichée de réforme du précédent régime a maintenant une chance d'être plus effective.

Les préoccupations soulevées dans l'analyse quant à la traduction de la volonté politique en actions concrètes continueront, bien sûr, d'être suivies attentivement lors du dialogue politique avec le pays partenaire. L'analyse des valeurs fondamentales reste un élément important de la matrice de gestion des risques, dont la dernière version date de janvier 2015.

² Dans le dernier cadrage du FMI de mars 2015, les prévisions d'appuis budgétaires sont estimées à 211,5 milliards FCFA contre une prévision révisée de 188 milliards FCFA pour la loi de finances 2014.

1.2.2 Politique macroéconomique

Croissance. Sur la période 2010-2013, le taux de croissance économique moyen est de 7%. Depuis 2014, le contexte macroéconomique se caractérise par un climat socio-politique incertain, par un risque de contagion du virus Ebola et par une orientation défavorable des cours des matières premières exportées (or et coton). Ainsi, le taux de croissance initialement projeté à 6,7% pour 2014 s'établit finalement à 4%. Du fait de l'appartenance du Burkina Faso à la zone franc, l'inflation n'est pas un enjeu majeur. Elle a été négative en 2014 (-0,4 %) grâce à la bonne production agricole de 2013 et aux mesures du gouvernement pour lutter contre la vie chère.

Dettes. La dette publique représente 30% du PIB en 2014 (respectant ainsi la norme communautaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine de 70% maximum). Suite à des améliorations en matière de gestion de la dette et grâce à la forte augmentation des exportations d'or, le Burkina Faso a récemment bénéficié d'un reclassement de sa dette, passant d'un risque élevé de surendettement à un risque modéré. Cela a pour conséquence un accès élargi à des prêts concessionnels et un accès restreint à des prêts non concessionnels.

Relation avec le Fonds monétaire international (FMI). Les relations du FMI avec le Burkina Faso datent de 1991 et se sont maintenues régulièrement et sans discontinuité. Au total six programmes soutenus par le FMI ont été mis en œuvre. A l'heure actuelle, le FMI appuie le pays à travers le programme de facilité élargie de crédit (2014-2016). La seconde et la troisième revues au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) ont eu lieu en mars 2015. La mission et les autorités burkinabè ont conclu un accord portant sur des politiques économiques et financières qui pourraient appuyer l'approbation de la seconde et troisième revues, sous réserve de l'approbation par le conseil d'administration du FMI, prévue en mai 2015.

Budget. Malgré le contexte politique, le budget 2015 a été adopté dans les délais, le 29 décembre 2014, avec des montants en baisse par rapport à 2014. Il s'établit à 1 804,1 milliards FCFA en dépenses (-2% par rapport à 2014) et à 1 516,5 milliards FCFA en recettes (-9% par rapport à 2014). Le besoin de financement de 287,6 milliards FCFA devrait être couvert par des appuis budgétaires et des emprunts obligataires. Ce budget prend en compte les coûts d'indemnisation et de réparations liées à l'insurrection populaire d'octobre 2014 (23 milliards FCFA) et une provision pour les élections (25 milliards FCFA).

Pour pallier à la baisse des recettes et à l'incompressibilité des dépenses de salaire et de la charge de la dette, les dépenses d'investissements sur ressources propres ont été drastiquement diminuées dans ce budget dit d'austérité et ont diminué de 37% par rapport à la loi de finance initiale 2014, ce qui correspond à une baisse d'environ 184 milliards FCFA d'investissements publics, soit près de 3% du PIB nominal projeté pour 2015. Cela a entraîné le non-respect de certains critères d'allocation aux secteurs spécifiques (notamment la santé, l'eau et l'assainissement et le développement rural). Les transferts sectoriels aux collectivités territoriales ont baissé aussi de plus de 60% par rapport à 2014.

Après l'adoption du budget 2015, le gouvernement a diminué à deux reprises le prix du carburant à la pompe de 25 FCFA pour répondre à la pression sociale suite à la chute des cours du pétrole. En mars 2015, il a annoncé un programme socioéconomique d'urgence de la transition (PSUT) d'un coût de 25 milliards FCFA qui sera financé par une réduction du train de vie de l'Etat. Ce programme met l'accent sur le soutien aux initiatives des jeunes et des femmes et sur le renforcement de l'investissement dans les infrastructures éducatives et

sanitaires. Une loi de finance rectificative, en cours d'élaboration, devrait tenir compte des ajustements introduits par le PSUT et la revue du FMI de mars 2015.

Malgré les différents chocs auxquels est soumis le pays, le cadre macroéconomique reste stable et il existe un programme crédible visant à maintenir cette stabilité. Il est estimé que ce critère d'éligibilité est respecté.

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

La politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF) actuellement mise en œuvre a été adoptée en 2011. Elle s'est construite sur les bases solides d'une décennie de réformes, intégrant les leçons du plan d'action pour le renforcement de la gestion budgétaire (PRGB) portant sur la période 2002 – 2006 et de la stratégie de renforcement des finances publiques (SRFP) portant sur la période 2007 – 2011.

Elle poursuit sept objectifs spécifiques sectoriels, qui couvrent les différents domaines d'un système de finances publiques : i) renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère de l'économie et des finances ; ii) promouvoir une gestion économique moderne et performante ; iii) améliorer le recouvrement et la gestion des ressources budgétaires ; iv) promouvoir une gestion efficace et transparente de la dépense publique ; v) améliorer l'efficacité de la gestion des comptes publics et des systèmes financiers ; vi) renforcer le contrôle des finances publiques et la lutte contre la fraude, le faux et la corruption ; et vii) améliorer la gestion des relations économiques et financières internationales. Au niveau opérationnel, un plan d'action triennal glissant permet de mesurer les progrès et d'évaluer le système des finances publiques du pays.

La POSEF reste pertinente dans tous les domaines de la gestion des finances publiques. Son dispositif de mise en œuvre permet de prendre en compte les faiblesses identifiées dans les différents diagnostics. La stratégie de réforme des finances publiques est jugée suffisamment crédible grâce notamment à la capacité du gouvernement à maintenir un bon niveau de dialogue et à obtenir des résultats satisfaisants. La mise en œuvre des différents programmes de réforme a permis d'améliorer progressivement la gestion des finances publiques au Burkina Faso. Le rapport final du « Public expenditure and financial accountability » (PEFA) 2013 montre une bonne évolution dans l'ensemble : neuf indicateurs se sont globalement améliorés. Cependant, de nombreux défis sont à relever parmi lesquels : (i) la maîtrise des prévisions budgétaires afin de renforcer la crédibilité globale du budget, (ii) l'amélioration de l'accès du public aux informations budgétaires (iii) le renforcement du contrôle externe car l'Assemblée nationale mène peu d'enquêtes parlementaires et la couverture des contrôles de la Cour des comptes reste encore faible.

Mise à part les difficultés budgétaires actuelles, la mise en œuvre du programme de réformes a permis ces dernières années d'améliorer la situation des recettes, mais de grands défis au niveau de la fourniture de services publics restent encore à relever. Dans un rapport publié en 2013³, le FMI montre que les recettes fiscales ont connu une croissance rapide, passant de 12,5% du PIB en 2007 à une estimation de 15% en 2012. Cependant, les capacités de l'État en

3 « Burkina Faso : évaluation ex-post de l'application de programmes sur longue période », FMI, 2013. Depuis cette étude, le taux de pression fiscale a continué de progresser en 2013 (16,5% selon le FMI), mais en raison de la situation spécifique de 2014, le taux a diminué pour cette année (15,2%).

matière d'exécution des dépenses n'ont pas suivi, en raison de nombreuses contraintes dans l'exécution des dépenses en capital.

Dans le contexte actuel de transition politique, certaines réformes confrontées à certaines lenteurs devraient aboutir ou parvenir à une très grande avancée. En effet, il semble y avoir, même en l'absence d'un document de politique ou d'un calendrier spécifique des réformes pendant la transition, une volonté réaffirmée de transposer le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) dans le droit national, l'amélioration du cadre juridique et institutionnel de lutte contre la corruption et le renforcement du contrôle des finances publiques (contrôle interne et Cour des comptes). Ces trois chantiers, qui ont souffert d'une certaine hésitation des autorités précédentes permettront, s'ils enregistrent des avancées, de disposer un environnement encore plus propice pour les prochaines autorités issues des élections de fin 2015. Déjà, une nouvelle loi sur la lutte contre la corruption a été adoptée le 3 mars 2015 et les travaux techniques se poursuivent pour la transposition des directives de l'UEMOA.

La politique sectorielle de finance publique est pertinente et crédible. Il est estimé que le critère d'éligibilité est respecté.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

La première évaluation du point d'entrée pour ce critère par la délégation de l'Union européenne au Burkina Faso a été jugée satisfaisante, les principaux documents budgétaires étant publiés dans des délais raisonnables sur le site de la direction générale du budget ou sur le site du ministère de l'économie et des finances (cadre budgétaire à moyen terme, circulaire budgétaire, avant-projet, projet de budget, loi de finances initiale, loi de règlement, rapport trimestriel d'exécution du budget, plan de passation des marchés publiques, etc.).

Depuis lors, cette éligibilité n'a pas été remise en cause, notamment dans le contexte de transition politique actuelle. En effet, comme pour les années précédentes, les documents budgétaires de 2015 ont tous été publiés. La loi de finances initiale 2015 a été publiée sur le site de la direction générale du budget dès février 2015.

De plus, d'autres acteurs contribuent également à la transparence: ainsi, le Centre d'information, de formation et d'études sur le budget (CIFOEB), organisation de la société civile, publie sur son site des notes synthétiques sur les lois de finances et sur l'exécution budgétaire. En outre, les rapports des principaux corps de contrôle (Autorité supérieure de contrôle d'Etat et Cour des comptes) sont publiés annuellement.

Les évaluations selon les approches internationales confirment que l'évolution de la transparence budgétaire est bonne dans l'ensemble même si de grands défis sont encore à relever. Pour rappel, les notes du « Public expenditure and financial accountability » (PEFA) de 2013 indiquent une progression (PI-10) par rapport à la situation de 2010. La notation de « l'open budget index » a progressé en 2012 par rapport à 2010.

Les principaux défis à court terme concernent : (i) des efforts pour publier les documents dans des délais encore plus courts, (ii) la production et la diffusion à bonne date d'un budget citoyen.

Il est estimé que ce critère d'éligibilité relatif à la transparence budgétaire est respecté.

2 RISQUES

La matrice de gestion des risques présente une analyse détaillée des différents risques ainsi que des mesures de mitigation associées.

| Risques | Niveau de risque (Elevé/Moyen/ Faible) | Mesures d'atténuation |
|---|--|---|
| <u>Risque politique</u> : la légitimité démocratique et juridique de la transition pourrait être remise en cause par certains groupes d'intérêts. | M | Suivi du groupe international de suivi et d'accompagnement de la transition au Burkina Faso (GISAT-BF), dialogue politique avec le gouvernement (article 8 de l'Accord de Cotonou), avec le Conseil national de transition, avec les partis politiques et avec la société civile. |
| <u>Risque électoral</u> : la crédibilité du processus pourrait être remise en cause par l'exclusion de certaines parties, par une mauvaise organisation des scrutins. | M | Suivi du GISAT-BF, dialogue politique (Article 8), appui technique et financiers des partenaires au processus électoral, mission UE d'observation électorale. |
| <u>Risque macroéconomique et budgétaire</u> : la baisse des recettes et la multiplication des chocs auxquels le pays est confronté limitent l'espace fiscal du gouvernement pour la mise en place des politiques publiques. | M | Le présent programme contribuera à mitiger ce risque en lien avec la maîtrise des dépenses de l'Etat, les interventions du FMI et des autres contributions au budget. |
| <u>Risque social</u> : les attentions sociales de la population ou de certaines parties de la population pourraient déstabiliser le processus de transition marqué par une marge de manœuvre budgétaire limitée. | M | Le présent programme contribuera à mitiger ce risque en contribuant au maintien du fonctionnement des services sociaux. |
| <u>Risque régional</u> : le contexte régional reste marqué par de nombreuses menaces (maladie à virus Ebola, situation sécuritaire au Sahel, échéances électorales dans un certain nombre de pays voisins, insécurité alimentaire et nutritionnelle). | M | Appui au plan de préparation et de riposte à la maladie à virus Ebola ; stratégie Sahel ; initiative AGIR |

3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Le Burkina Faso est récipiendaire d'appuis budgétaires depuis plusieurs années, en particulier au cours du 10^e FED avec un appui budgétaire général, et des appuis budgétaires sectoriels dans le domaine de l'eau et l'assainissement et de la santé. Une évaluation conjointe d'appui budgétaire général au Burkina Faso sur 1994-2004 avait conclu que l'appui budgétaire avait clairement encouragé l'appropriation par le gouvernement et renforcé la collaboration entre le gouvernement et les bailleurs. Les décaissements d'appui budgétaire ces dernières années ont montré la capacité du pays à mettre en œuvre l'instrument de manière satisfaisante avec des impacts positifs sur les résultats⁴.

Une évaluation annuelle du cadre général des appuis budgétaires est effectuée régulièrement par le gouvernement, comprenant des conclusions qui démontrent la valeur ajoutée de l'instrument.

L'instruction de la présente action s'est également appuyée sur l'expérience de la mise en œuvre de ces appuis budgétaires ainsi que sur les récentes évaluations qui ont été faites de l'instrument, en particulier la synthèse faite par la coopération danoise (DANIDA⁵) qui souligne les impacts positifs des appuis budgétaires en termes de stabilité macroéconomique, de réformes des finances publiques et d'accès aux services sociaux. La récente analyse de « Overseas Development Institute⁶ » portant sur les contrats d'appui à la consolidation de l'Etat conclut que ces appuis sont des instruments flexibles pour apporter une réponse rapide à des Etats en situation de fragilité.

Indépendamment, la délégation de l'Union européenne et l'ordonnateur national ont lancé en mars 2015 une évaluation multi-bailleurs indépendante des appuis budgétaires sur la période 2009-2014.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Pour s'aligner sur le dispositif national de suivi de la stratégie de croissance accélérée et développement durable 2011-2015 (SCADD), les partenaires se coordonnent sous la forme d'une troïka, créée en 2009 et effective depuis 2010. L'objectif global celle-ci est de coordonner et représenter la position des partenaires pour contribuer à une mise en œuvre optimale de la stratégie nationale de développement, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'efficacité de l'aide. L'Union européenne la préside actuellement.

En vue d'assurer une meilleure articulation entre le suivi-évaluation des politiques sectorielles et celui de la stratégie nationale de développement, les partenaires techniques et financiers (PTF) ont aussi mis en place des chefs de file sectoriels pour participer aux quinze cadres de dialogues sectoriels mis en place par le gouvernement. Les chefs de file sectoriels représentent tous les partenaires participant aux dialogues sectoriels concernés.

⁴ Dans le domaine de la santé, le pourcentage de femmes désormais assistées par du personnel qualifié lors de leur accouchement est passé de 57% en 2007 à 80,5% en 2013. En matière d'éducation de base, le taux brut de scolarisation des filles, est passé de 61 % en 2007 à 81 % en 2013. Ces deux domaines étaient suivis dans le cadre de l'appui budgétaire général (contrat OMD)

⁵ DANIDA (2014, avril), *Review of Budget Support Evaluations*.

⁶ ODI (2015, février) *EU State Building Contracts, Early lessons from the EU's new budget support, Instrument for fragile states*.

Un cadre général d'organisation des appuis budgétaires (CGAB) a été signé entre le gouvernement et les PTF, qui ne constitue plus un dispositif spécifique mais s'intègre dans le dispositif global du suivi-évaluation de la SCADD.

3.3 Questions transversales

S.O.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Objectif général

L'objectif de cet appui est de soutenir la transition politique au Burkina Faso pour la consolidation de la démocratie.

Objectifs spécifiques

- Consolider l'état de droit et la bonne gouvernance ;
- Augmenter l'espace budgétaire du gouvernement de transition, notamment pour le maintien de la fourniture de services sociaux.

Ces objectifs sont cohérents avec la politique de l'Union européenne en matière de développement, en particulier, « le programme pour le changement ».

Résultats attendus

- Les élections présidentielles, législatives et municipales sont organisées de manière transparente et démocratique ;
- L'indépendance de la justice est renforcée ;
- Les acquis des réformes en matière de finances publiques sont consolidés, notamment dans les domaines de la transparence et du contrôle ;
- Les dispositifs d'application de la loi portant prévention et répression de la corruption sont opérationnels ;
- Les dépenses budgétaires dans les services sociaux sont maintenues à un niveau satisfaisant ;
- La stratégie de croissance accélérée et développement durable 2011-2015 (SCADD) et les politiques sectorielles continuent d'être mises en œuvre.

4.2 Principales activités

4.2.1 Appui budgétaire

- Le transfert d'un maximum de 120 000 000 EUR si les conditions de décaissement sont remplies ;
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement et la société civile sur la mise en œuvre de la charte de la transition, notamment sur l'organisation d'élections présidentielles, législatives et municipales démocratiques et transparentes ;
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement sur la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et développement durable 2011-2015 (SCADD) et des politiques sectorielles ;

- Un dialogue régulier sur la gestion des finances publiques et la transparence budgétaire ;
- Un suivi des développements macroéconomiques ;
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement et la Cour des comptes sur le contrôle externe, avec le gouvernement sur l'indépendance de la justice et la transparence dans la gestion des biens publics, avec le gouvernement et la société civile sur la lutte contre la corruption ;
- Une coordination continue avec les autres bailleurs faisant des appuis budgétaires ;
- Le suivi des indicateurs des tranches variables.

4.2.2 Appui complémentaire

Ce programme d'appui budgétaire ne prévoit pas d'appui complémentaire. Cependant, il convient de signaler que les programmes d'appui institutionnel en cours pourront offrir des appuis complémentaires : le programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (PARGS), le programme d'appui à la politique nationale de justice (PA-PNJ) et le programme d'appui aux élections (financé par l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix).

4.3 Logique d'intervention

La situation de fragilité politique que connaît le Burkina Faso lors de sa transition vers la démocratie, couplée à une situation budgétaire difficile et des attentes sociales importantes, plaide pour la mise en œuvre d'un appui financier limité dans le temps et en accord avec les priorités des autorités de transition, notamment l'organisation des élections. Le coût de non-intervention, qui pourrait conduire à une mauvaise conduite de la transition, serait énorme au vu des progrès que le pays a connus ces dernières années dans les domaines sociaux. Ce programme, permettant de répondre à cette situation spécifique, fait suite à un appui budgétaire général et des appuis budgétaires sectoriels (santé, eau et assainissement) mis en œuvre lors du 10^e FED. Il pourrait être suivi par un contrat de bonne gouvernance et de développement et des contrats de réformes sectorielles, prévus pour le 11^e FED. La mise en place d'un appui spécifique à la période de transition via cet appui budgétaire permettra ainsi d'assurer le continuum de la coopération et de garder un bon niveau de dialogue avec le gouvernement.

La logique d'intervention, c'est-à-dire les objectifs généraux et spécifiques et les activités, est présentée de manière détaillée dans le paragraphe 4.1 et 4.2 ci-dessus et est repris dans l'appendice 1.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.1 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 18 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 322/2015.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué est de 120 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire. Ce programme d'appui budgétaire, ne prévoit pas d'appui complémentaire.

Le montant au titre de l'appui budgétaire a été déterminé suite à de nombreuses réunions avec l'administration burkinabè. Il représente 2,75% des recettes intérieures prévisionnelles 2015 et 2016 additionnées. Il s'inscrit dans l'enveloppe globale du 11^e FED, dont 325 000 000 EUR sont destinés au secteur de concentration de la gouvernance. Il repose sur:

- La prise en considération du coût d'une non-intervention qui fragilisera le gouvernement de transition, notamment dans la préparation des futures élections, ouvrant le risque de troubles socio-politiques potentiellement sévères;
- Le coût des élections estimé à 54 milliards FCFA;
- Le besoin de soutenir les dépenses dans un contexte de recettes intérieures inférieures aux années précédentes;
- Le fait que les prévisions d'appuis budgétaires des différents bailleurs de fonds sont moindres dans la loi de finance initiale (LFI) de 2015 qu'au cours des années précédentes, en raison de leur cycle de programmation (montant indicatif de 85 milliards FCFA dans la LFI 2015 contre 114 milliards FCFA dans la LFI 2014);
- Une prévision d'émissions d'obligations à hauteur de 60 milliards FCFA par l'Etat burkinabè en 2015;
- L'engagement du pays partenaire à allouer les ressources budgétaires nationales conformément aux priorités définies dans la Stratégie de Croissance Accélérée et Développement Durable 2011-2015 (SCADD), en suivant les procédures budgétaires nationales standards;
- L'efficacité, le rapport coût-avantages et l'impact de la valeur ajoutée spécifique de l'appui budgétaire sur la réalisation des objectifs stratégiques du pays partenaire;
- L'approche axée sur les résultats dans la SCADD, comprenant un système de suivi;
- Le bilan des décaissements antérieurs d'appuis budgétaires de la Commission européenne et des autres bailleurs de fonds, et l'amélioration des indicateurs notamment sociaux à laquelle ont contribué ces appuis budgétaires.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

(a) **Les conditions générales** de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- Progrès satisfaisants de la transition démocratique tels qu'illustrés par la mise en œuvre de la Charte de la transition et la préparation (2015) ou finalisation (2016) des élections présidentielles, législatives et municipales.

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et Développement Durable 2011-2015 (SCADD), tels qu'illustrés par la tenue des revues annuelles et à mi-parcours;
- Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la Politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF);
- Progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

(b) **Les conditions particulières** de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables sont les suivantes.

Une partie des conditions particulières des tranches variables concernent des éléments de dialogue avec le gouvernement, une autre partie consiste en des indicateurs. Les éléments de dialogue seront suivis tout au long de la mise en œuvre de l'appui budgétaire. Les indicateurs serviront à déterminer les décaissements des montants financiers prévus. Il n'y a pas de conditions spécifiques.

Une tranche variable 2015 sera focalisée sur la préparation des élections. Cette tranche aura pour objectif d'assurer le financement des élections présidentielles, législatives et municipales.

Quatre tranches variables 2016 sont proposées:

- Contrôle Externe: cette tranche aura pour objectif d'améliorer le contrôle externe des biens publics;
- Lutte contre la corruption: cette tranche aura pour objectif d'accompagner la mise en œuvre de la loi portant prévention et répression de la corruption;
- Indépendance de la justice: cette tranche aura pour objectif de renforcer l'indépendance de la justice dans le cadre de l'Etat de droit;
- Transparence dans la gestion des biens publics : cette tranche aura pour objectif de promouvoir la transparence dans la gestion des biens publics et de transmettre au prochain gouvernement élu un état des lieux objectif de la situation des finances publiques.

Les cibles et indicateurs retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les modalités sont résumées dans le tableau suivant (EUR):

| Année | Période | Tranches fixes | Tranches variables | Total |
|--------------|--------------------------|-----------------------|---------------------------|--------------------|
| 2015 | 3 ^e trimestre | 60 000 000 | 10 000 000 | 70 000 000 |
| 2016 | 2 ^e trimestre | 30 000 000 | 20 000 000 | 50 000 000 |
| TOTAL | | 90 000 000 | 30 000 000 | 120 000 000 |

5.4 Modalités de mise en œuvre pour une approche projet

S.O.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

5.6 Budget indicatif

| | Contribution de l'UE (montant en EUR) |
|---|--|
| Appui budgétaire – Contrat relatif à la construction de l'appareil de l'Etat | 120 000 000 |
| Totaux | 120 000 000 |

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La présente action sera suivie par la Direction générale de la coopération du Ministère de l'économie et des finances (DGCOOP), en tant qu'ordonnateur délégué du FED. Il appartiendra à la DGCOOP de mobiliser et coordonner les différents services de l'Etat impliqués dans l'action.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités

budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

La Commission peut, au cours de la mise en œuvre, décider de procéder à une évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement de l'audit sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

6 CONDITIONS PREALABLES

S.O.

7 LISTE DES APPENDICES

Appendice 1. Liste indicative des indicateurs de résultat

APPENDICE 1 – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT (POUR L'APPUI BUDGETAIRE)

Les moyens, les produits directs et induits escomptés et l'ensemble des indicateurs avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la liste des indicateurs de résultat sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. Le tableau où figure la liste indicative des indicateurs de résultat évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des colonnes supplémentaires seront insérées pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

| | Logique d'intervention | Indicateurs | Valeurs de référence (y compris année de référence) | Cibles (y compris année de référence) | Sources et moyens de vérification |
|--|---|---|---|--|--|
| Objectif général: impact | Le programme vise à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique, en soutenant le processus de la Transition pour le rétablissement d'un régime constitutionnel régulier, en promouvant une croissance durable et inclusive. | Pas d'indicateurs d'impact mesurables et disponibles dans la situation actuelle de transition | N/A | N/A | N/A |
| Objectif(s) spécifique(s): effet(s) direct(s) | <ul style="list-style-type: none"> Consolider l'état de droit et la bonne gouvernance; Augmenter l'espace budgétaire du gouvernement de transition, pour le maintien de la fourniture de services sociaux, de la stabilité macroéconomique et la finalisation des opérations électorales; | <ul style="list-style-type: none"> Projets de loi relatifs à l'état de droit et la bonne gouvernance Financement du budget et mobilisation des bailleurs de fonds | Non disponible | Situation 2015 et 2016: - Projets de loi adoptés par le CNT; - Tensions de trésorerie réduites | <ul style="list-style-type: none"> Récépissés de dépôt au CNT Rapports d'exécution budgétaire Rapports de trésorerie |
| Produits induits | <ul style="list-style-type: none"> La Stratégie de Croissance Accélérée et Développement Durable (SCADD) et les politiques sectorielles continuent d'être mises en œuvre. Les dépenses budgétaires dans les services sociaux sont maintenues à un niveau satisfaisant; | <ul style="list-style-type: none"> Fonctionnement des Cadres Sectoriels de Dialogue (CSD) Niveau de financement dans les secteurs sociaux | Non disponible | Situation 2015 et 2016: - Document technique de la nouvelle SCADD (2015-2020) - Financement maintenu dans les secteurs sociaux | <ul style="list-style-type: none"> Rapports de performance des CSD et de la SCADD Rapports d'exécution budgétaire Lois de finances 2015 et 2016 |

| | | | | | |
|-------------------------|---|---|---|---|--|
| Produits directs | <ul style="list-style-type: none"> • Les opérations électorales pour les élections présidentielles, législatives et municipales sont finalisées; • L'indépendance de la justice est renforcée; • Les acquis des réformes en matière de finances publiques sont consolidés, notamment dans les domaines de la transparence et du contrôle; • Les dispositifs d'application de la loi portant prévention et répression de la corruption sont opérationnels; | <ul style="list-style-type: none"> - Niveau des crédits de financement des élections présidentielles, législatives, et municipales dans le budget 2015 et 2016; - Adoption du projet de loi organique du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM); - Adoption par le gouvernement de la feuille de route révisée pour l'extension du logiciel SIMP2 et mise en œuvre satisfaisante des éléments de la feuille de route; - Adoption en Conseil des Ministres d'un rapport de synthèse sur les investigations et lancement des audits post crise réalisés par l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat; - Adoption par le Conseil des Ministres et transmission au Conseil National de Transition d'un projet de loi autorisant l'apurement des arriérés juridiques - Projet de révision de la loi organique de la Cour des Comptes transmis au CSM; - Adoption par le Conseil des Ministres et soumission au Conseil National de la Transition d'un projet de texte sur la création d'un pôle économique et financier au sein du Tribunal de grande instance de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso; | <p>Situation 2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coût total des élections à financer: | <p>Situation 2015 et 2016:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elections financées en totalité à travers le budget 2015 et 2016 - Projets de loi adoptés par le CNT; | <ul style="list-style-type: none"> - Décret d'avance, - Lois de finances 2015 et 2016 - Comptes rendus des Conseil des Ministres -Récépissés de dépôt au CNT - Rapport par le Ministère de l'Economie et des Finances de la mise en œuvre de feuille de route révisée pour l'extension du logiciel SIMP2 - Sites web de l'administration |
|-------------------------|---|---|---|---|--|